



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-MALO

ARRÊTÉ

**portant modification temporaire du règlement de service
de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance**

**LE PRÉFET DE LA REGION BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE ET VILAINE**

VU le décret du 8 mars 1957 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Électricité de France – service national – l'aménagement et l'exploitation d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance ;

VU le décret du 13 avril 1961 approuvant un premier avenant au cahier des charges annexé à la convention de concession de l'usine marémotrice de la Rance ;

VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

VU l'article 16 (paragraphe 1) du cahier des charges annexé au décret du 8 mars 1957 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1969 autorisant la mise en service des installations du barrage et de l'usine marémotrice de la Rance, établis sur l'estuaire de la Rance ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 1980 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 avril 1969 portant approbation du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 février 1983 réglementant les mouvements des bateaux à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

VU l'arrêté du 29 septembre 1995 portant modification du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2017 donnant délégation de signature à M François-Claude PLAISANT, Sous-Préfet de Saint-Malo, pour les mesures de police relatives à l'usine marémotrice de la Rance ;

VU la demande présentée le 11 avril 2018 par l'Agence départementale du pays de Saint-Malo (Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine), en vue d'interdire la levée des ponts de l'écluse du barrage de la Rance, la nuit du 15 au 16 mai 2018 de 19 h 30 à 7 h 30 ou la nuit suivante en cas de météo défavorable la première nuit, en raison de travaux de reprise de chaussée à réaliser sur le pont Levant côté bassin ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer la circulation des bateaux pendant les travaux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La levée des ponts routiers de l'écluse de l'Usine marémotrice de la Rance est interdite, la nuit du 15 au 16 mai 2018 de 19 h 30 à 7 h 30. En cas de météo défavorable cette opération se déroulera la nuit du 16 au 17 mai 2018.

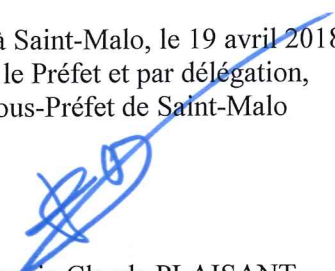
.../...

La circulation des bateaux dont la hauteur des mâts ne nécessite pas la levée des ponts routiers restera possible.

ARTICLE 2 : L'information préalable des usagers, des professionnels et des maires, sera assurée par le département d'Ille-et-Vilaine, en sus de l'information aux navigateurs prévue par les textes en vigueur.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la sous-préfecture de Saint-Malo, le Directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine et au Directeur du GEH Ouest.

Fait à Saint-Malo, le 19 avril 2018
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Malo



François-Claude PLAISANT

Les voies et délais de recours :

Je vous informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux (auprès de Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Malo 3, rue Roger Vercelet BP 90122 35401 SAINT-MALO Cédex) ou un recours hiérarchique (auprès le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et de collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative, place Beauvau – 75800 PARIS Cédex 08).

Ce recours administratif doit aussi être introduit dans le délai de deux mois après notification de la décision à peine de forclusion. Le recours administratif proroge le délai de recours contentieux.